

L'impact de la crise financière sur les femmes en Europe de l'Ouest*

Wendy Harcourt¹

L'impact de la crise sur les droits des femmes: les perspectives sous-régionales

Préambule

Cette série d'articles intitulée *L'impact de la crise sur les droits des femmes*, publiée par l'Association pour les droits de la femme et le développement (AWID), expose les perspectives sous-régionales sur les impacts de la crise économique actuelle sur les droits des femmes. Ces analyses ont été développées par des spécialistes et des activistes des droits des femmes afin de promouvoir des débats sur les décisions prises en réaction à cette crise. La série présente également des études en profondeur (une analyse interrégionale, une étude portant sur le nouveau scénario mondial, et une étude des réponses à la crise depuis une perspective féministe).

Cette série d'analyses constitue une ébauche qui a pour but de contribuer à l'identification des défis, des réactions potentielles et de faire des propositions depuis la perspective des droits des femmes. Ces articles se basent sur différentes réalités et impacts que la crise a dans diverses régions du monde. Les analyses ont également pour but de contribuer à promouvoir des réactions face à la crise qui prennent en compte l'égalité des genres et les droits des femmes et de promouvoir une transformation intégrale du système international afin qu'il soit plus inclusif et démocratique. Différentes régions soulèvent des préoccupations semblables, ce qui reflète des défis communs en ce qui concerne les droits des femmes de par le monde.

* Original en anglais.

¹ Wendy Harcourt, est une chercheuse féministe et activiste, née en Australie et qui habite en Italie depuis 1988. Elle est rédactrice en chef de la revue de renommée internationale « Development » et occupe le poste de conseiller senior auprès de la Société pour le Développement International, à Rome en Italie. Depuis janvier 2009, elle travaille en tant que professeur à temps partiel à l'Institut Universitaire Européen de Florence où elle fait partie de l'équipe du Rapport Européen sur le Développement. Elle est membre actif de Women in Development Europe, du Forum Féministe Européen et de Feminist Dialogues. Wendy a longuement écrit sur des sujets liés à la mondialisation, les économies alternatives, les genres, les droits et la santé reproductive, la culture et les communications et vient juste de finir un livre intitulé *Body Politics in Development* édité par Zed Books en juin 2009. www.wendyharcourt.net

La crise actuelle est une crise systémique, composée de plusieurs crises enchevêtrées: la récession économique mondiale, la crise du changement climatique, la crise des prix des aliments, et la crise énergétique. Toutes ces composantes contribuent à augmenter la pauvreté et l'inégalité dans différentes parties du monde, sans oublier les impacts du VIH. D'autre part, les traditionnelles relations de pouvoir entre acteurs internationaux sont en plein changement, les pays BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine), ou « pays à revenu intermédiaire » assument la grande partie du pouvoir (le Brésil et la Chine sont devenus des créanciers des États-Unis, des investisseurs importants du Fonds Monétaire International et tous les deux détiennent l'une des plus importantes sources de réserve du monde). La situation actuelle, qui est le résultat d'un système capitaliste de libre marché agressif développé durant la dernière décennie, demande une remise en question des modèles de développement dominants ainsi que des solutions considérées alternatives.

La crise n'est pas nouvelle pour la plupart des pays en développement, ceux-ci ont dû faire face à des crises dans les années 70, 80, 90 et au début des années 2000. Par contre, la crise actuelle a atteint des proportions mondiales lorsqu'elle a affecté les économies hégémoniques et leur rôle à l'échelle mondiale. Elle a également mis en évidence l'interconnexion entre les diverses réalités auxquelles font face les pays au sein de la mondialisation.

La crise systémique impose un défi de taille aux gouvernements, aux donateurs et à tous les acteurs et actrices du développement ainsi qu'aux activistes et aux décideurs qui doivent réinventer le système à long terme et réduire les impacts négatifs à court et à moyen terme. C'est pourquoi, comme plusieurs le préconisent, la crise représente également une opportunité historique de faire preuve d'audace et de créativité pour ainsi tenter de réparer les torts qu'a causé le système néolibéral. Puisque la crise est maintenant le moteur qui influence de nombreux choix liés au développement (de la dimension locale à la globale), et qu'elle va déterminer les approches sur le développement durant les années à venir, le rôle des femmes et l'égalité des genres en tant qu'objectifs centraux ne doivent plus être négligés. Non seulement parce que les femmes sont parmi les plus lourdement touchées par les impacts de cette crise, mais également parce qu'elles constituent des acteurs clé du développement dans la plupart des communautés de la planète, par leur légitimité et parce qu'elles occupent une position vitale qui leur permet de proposer des approches efficaces dans le but d'atténuer les impacts de la crise, pour promouvoir le respect des droits humains, la soutenabilité environnementale et les engagements pour le développement au niveau mondial.

Pour la préparation à la Conférence de haut niveau de l'Organisation des Nations Unies (ONU) sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement (New York, du 24 au 26 juin 2009), le *Women's Working Group on Financing for Development* (WWG) a fait part des inquiétudes au sujet des impacts de la crise sur les droits des femmes², et a été très actif et engagé dans la promotion du rôle central de l'ONU en tant qu'institution légitime pour délibérer sur la crise depuis une approche multilatérale réellement inclusive.³

² Voir l'énoncé: *The G20 committed to save the global economy at the cost of women*, 17 novembre 2008, 11e forum international de AWID à [http://www.awid.org/eng/Enjeux-et-Analyses/Library/LE-G20-DECIDE-A-SAUVER-L-ECONOMIE-MONDIALE-AUX-DEPENS-DES-FEMMES/\(language\)/eng-GB](http://www.awid.org/eng/Enjeux-et-Analyses/Library/LE-G20-DECIDE-A-SAUVER-L-ECONOMIE-MONDIALE-AUX-DEPENS-DES-FEMMES/(language)/eng-GB)

³ *Women's Working Group on Financing for Development*, énoncé provenant de la deuxième consultation des femmes tenue par WWG on FfD à New York du 24 au 26 avril 2009 à <http://www.awid.org/eng/About-AWID/AWID-News/A-call-for-structural-sustainable-gender-equitable-and-rights-based-responses-to-the-global-financial-and-economic-crisis>



Les solutions proposées par les mêmes acteurs qui ont causé la débâcle financière et économique sont inacceptables. Elles doivent être le résultat de processus où les gouvernements et la société civile puissent s'engager dans des dialogues enrichissants qui rendent la prise de décision plus adéquate aux besoins des personnes et plus respectueuse vis-à-vis des droits humains. La société civile et les gouvernements de tous les pays, dont ceux en développement, devraient être les acteurs centraux de ce processus de discussion sur la politique mondiale. Les espaces multilatéraux au sein de l'ONU sont les plus égalitaires et inclusifs du système international; ce sont aussi les seuls espaces de prise de décision qui assurent la participation des pays en développement et des acteurs provenant de la société civile.

Elles doivent s'appuyer sur des analyses qui permettent de déterminer l'influence des tendances sur les communautés et leur impact sur les femmes, ainsi que les différents territoires et groupes sociaux. Les réussites du développement social des deux dernières décennies, aussi limitées soient-elles sont actuellement en péril si l'essentiel des solutions face à la crise est uniquement porté sur la croissance de l'économie et un retour aux anciennes pratiques telles qu'on les connaît. C'est pourquoi les engagements face à la crise envers les droits des femmes et l'égalité des genres pris par les gouvernements et autres acteurs comme la Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), la plateforme d'action de Pékin en 1995 et les Objectifs du Millénaire pour le Développement doivent être remis en question.

C'est dans cet esprit que les auteurs des articles de cette série ont accepté le défi d'étudier les réponses aux questions suivantes:

- Considérant la diversité des situations dans lesquelles vivent les femmes, quels sont leurs principaux défis dans votre sous-région dans le contexte de la crise actuelle?
- Pouvez-vous identifier des actions concrètes ou initiatives (réactions à la crise) qui ont déjà connu des répercussions négatives et/ou positives sur la vie des femmes?
- Est-ce que les groupes de femmes de votre région font face à une discrimination croissante en lien direct ou indirect avec la crise financière?
- Si les mesures de stimulation n'incluent pas la perspective des droits humains et de l'égalité, existe-t-il des alternatives permettant de réformer ces mesures afin de les inclure?
- Si les gouvernements ou organismes régionaux n'ont toujours pas mis en place des mesures de stimulation ou des interventions concrètes face à la crise : quel sera selon vous l'impact de la non-confrontation de la crise à moyen terme au niveau national et régional?
- Quels sont les potentiels impacts prévus pour les femmes de votre région dans le contexte d'une récession mondiale? Quelles sont les plus grandes faiblesses de la région en rapport avec la crise économique?
- La Commission Stiglitz de l'ONU⁴ et le G-20 essaient d'identifier les initiatives internationales qui ont pour but de réduire l'impact de la crise sur le développement. Croyez-vous que ces initiatives mondiales prennent en considération les défis auxquels les femmes sont confrontées?
- Quelles sont les façons d'aider les femmes de votre région face à la crise?

⁴ Voir l'énoncé de *Women's Working Group on Financing for Development Statements* sur la Commission Stiglitz à [http://www.awid.org/eng/Issues-and-Analysis/Library/Women-s-Working-Group-on-FFD-Contributions-to-the-Stiglitz-Commission/\(language\)/eng-GB](http://www.awid.org/eng/Issues-and-Analysis/Library/Women-s-Working-Group-on-FFD-Contributions-to-the-Stiglitz-Commission/(language)/eng-GB) et les recommandations Stiglitz à <http://www.un-ngls.org/spip.php?page=cfr>

L'analyse des réponses à la crise requiert une nouvelle compréhension du rôle de l'État et de comment ce nouveau rôle affecte les femmes, en particulier par le biais de l'actuelle crise de l'économie de soins, (en relation avec le rôle clé de reproduction que jouent les femmes soutenant ainsi le système économique actuel à leur propre péril), mais également par rapport au risque qu'encourt le travail décent. Lorsque le rôle de l'État était réduit, une quantité de fonctions sociales, comme la santé, les soins aux enfants et l'éducation, étaient assurées par les femmes, habituellement ceci venait s'ajouter à leur travail rémunéré. Par conséquent, les femmes ont assumé les conséquences de la réduction de l'État, de façon disproportionnée, en particulier parce qu'elles assurent l'accomplissement de droits économiques et sociaux (tels que l'hébergement, la santé et l'éducation).⁵

Si une nouvelle ère post néolibérale est en train d'émerger, le nouveau système international devrait se construire sur la base des expériences communautaires, nationales, régionales et mondiales des différents acteurs du développement et à partir des demandes des droits des femmes. Cette lutte de longue haleine devrait faire l'objet d'une réinterprétation et être vastement communiquée afin de promouvoir des réponses alternatives à la crise.

Aujourd'hui, nous demandons des réactions holistiques à la crise systémique. Dans ce sens, nos propres efforts (parmi les mouvements et organisations de femmes) pour créer des discours alternatifs et avoir une influence sur le système international, devront se baser sur différents types de connaissances (informelles et formelles). Notre discours alternatif doit également se baser sur une approche holistique/transversale, en assurant un espace d'expression pour les groupes les plus exclus et en promouvant une transformation profonde du système en crise.⁶

L'association pour les droits de la femme et le développement (AWID)

Copyright ©L'association pour les droits de la femme et le développement (AWID), Octobre, 2009

Auteur: Wendy Harcourt

Coordination: Cecilia Alemany

Édition: Christine Blais

Traduction: Victoria Whitelaw

Édition: Elodie Martinez

Production: Michele Knab

Conception et disposition: Miriam Amaro (sicdos.org.mx)

⁵ HIGHLIGHTS FROM THE STRATEGY MEETING: *To follow-up efforts on Aid Effectiveness, gender equality and the impact of the crisis on women*, 6 et 7 août 2009, New York, édité par Cecilia Alemany (AWID).

⁶ HIGHLIGHTS FROM THE STRATEGY MEETING: *To follow-up efforts on Aid Effectiveness, gender equality and the impact of the crisis on women*, 6 et 7 août 2009, New York, édité par Cecilia Alemany (AWID).

Résumé

Le document de Wendy Harcourt aborde en premier lieu ce qui est dit et prédit en Europe de l'Ouest concernant la crise financière et ses conséquences pour la femme. L'article met un accent particulier sur des sujets liés au travail rémunéré, à la précarité, aux soins, à l'immigration, à la responsabilisation gouvernementale et au malaise social grandissant dans l'ensemble de l'Europe occidentale. Il s'exprime brièvement sur l'importance de l'Union européenne (UE), et en particulier sur les débats suscités par la crise qui ont précédé les élections parlementaires européennes. La conclusion examine les possibilités de promouvoir des politiques plus sensibles au genre pour le bien-être collectif, qui revalorisent le travail non rémunéré lié aux soins et qui prennent en considération l'analyse féministe de l'économie politique.

1. Introduction

L'actuelle crise financière a provoqué des inquiétudes considérables en Europe occidentale⁷. Bien qu'il soit trop tôt pour en mesurer l'impact réel, il existe une grande préoccupation au sujet de l'accroissement des écarts entre les genres et au sujet des inégalités sociales affectant toute la population, en particulier les jeunes, les personnes âgées et les femmes migrantes qui sont déjà socialement et économiquement en marge.

Ce qui est certain, c'est que l'impact de l'effondrement des marchés financiers sur la situation des femmes, qu'elles réalisent des tâches rémunérées ou non, suscite bien moins d'attention que la perte d'emploi chez les hommes. Comme le déclare le Lobby Européen des Femmes:

Nous pouvons voir que le resserrement du crédit est traité et exposé sous une optique sexiste. Les secteurs de l'économie qui suscitent une plus forte attention des médias sont dominés par les hommes : il s'agit principa-

lement des secteurs de la construction et de l'industrie automobile - tandis que la vente au détail et le secteur des services, secteurs à prédominance féminine (et secteurs où les travailleurs migrants sont également très présents) suscitent bien moins d'attention (Lobby Européen des Femmes 2009).⁸

En tant que groupe de pression surveillant les réactions de l'UE face à la crise financière, le Lobby Européen des Femmes avertit que le Plan européen pour la relance économique, adopté en décembre 2008, demeure « neutre sur la question des genres ». Les plans pour une Europe sociale ne prennent pas en compte la nécessité d'investir dans les soins, dans les services à caractère communautaire, dans l'éducation, dans la santé, y compris la santé sexuelle et reproductive, dans la budgétisation sensible aux genres et finalement dans la promotion d'un leadership politique féminin. (Lobby Européen des Femmes, 2009).

En même temps, la crise a apporté des occasions d'inclure les stratégies féministes sur l'égalité des genres dans les programmes de politiques publiques. La chercheuse féministe allemande, Christa Wichterich écrit pour Women in Development Europe (WIDE) : « La crise peut être l'occasion de démocratiser les relations économiques et de réintroduire l'économie dans les relations sociales ainsi que dans les relations viables avec la nature (Wichterich 2009) ».

⁷ Cet essai fait référence au groupe des pays d'Europe qui sont traditionnellement considérés comme des pays d'Europe occidentale, la plupart d'entre eux faisant partie de l'Union européenne : la Belgique, le Danemark, la Finlande, la France, l'Allemagne, la Grèce, l'Islande, l'Irlande, l'Italie, le Liechtenstein, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège, le Portugal, l'Espagne, la Suède, le Royaume-Uni et la Suisse. Les pays européens suivants, principalement de l'Est, ne sont pas pris en compte dans le présent essai, car ils seront traités dans un autre essai de l'AWID : la Bulgarie, la Croatie, Chypre, la République Tchèque, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la Slovaquie, la Slovénie, la Roumanie, La République de Macédoine, la République de Serbie et la Turquie.

⁸ Voir également le document de travail de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe soulevant ces inquiétudes au Parlement européen le 4 mai 2009, <http://assembly.coe.int/Documents/WorkingDocs/Doc09/EDOC11891.pdf>

Cet essai examine la crise et son impact sur les femmes en Europe occidentale, en se penchant particulièrement sur les effets, prescrits et craints, qu'elle suscite, mais en examinant aussi les opportunités qui pourraient aider à consolider un programme féministe dans la région. Dans ce contexte, il est important de préciser que l'Europe occidentale est un sous-ensemble de l'Europe. Dans un premier temps, la crise économique mondiale a eu des impacts beaucoup plus forts au sein des pays en transition de l'ancienne Europe communiste que dans les pays capitalistes de l'Ouest, économiquement plus forts. Cela dit, il subsiste dans l'Ouest des différences très marquées. Les impacts et les réponses de l'Europe occidentale du Sud et de l'Europe du Nord ne sont pas les mêmes en raison de différents facteurs : politiques, culturels, sociaux et économiques. Le Royaume-Uni et l'Islande constituent un cas à part, car ils ont été les premiers pays frappés et cela a entraîné, d'une certaine manière, des conséquences intéressantes pour les femmes. En Islande, par exemple, la Première Ministre social démocrate, première chef ouvertement lesbienne en Europe, Johanna Sigurdardottir, a été élue en avril 2009 sur la base d'un programme politique de réforme sociale et économique de gauche.

2. La nature de la crise

À ce jour, nous savons que nous faisons face à la plus grave crise économique depuis les années 30. La plupart des commentateurs de journaux, de webémissions et de principales revues européennes reconnaissent la nature systémique de la crise. Les références à la théorie et à la politique keynésienne, considérées un anathème par les gouvernements néolibéraux sont maintenant banales. Tous les gouvernements européens critiquent l'avidité capitaliste des marchés financiers et s'accordent sur la nécessité de réaliser des dépenses massives pour amortir l'effondrement, tout en combinant cette mesure à une

nouvelle régulation pour empêcher de futures crises. Les grandes banques ont été recapitalisées et divers soutiens ont été accordés directement et indirectement à de grandes compagnies, particulièrement de l'industrie automobile et du bâtiment.

Le renflouement financier réalisé par les États européens a été destiné au fonctionnement et à la compétitivité des économies nationales. Il faut remarquer que les États n'ont pas réinjecté de capitaux dans tout le système financier, ils ont refinancé les banques, mais pas les propriétaires de maisons (Harvey 2009). Gisela Dutting, chercheuse féministe hollandaise (2009) dit: « la crise a ébranlé la foi envers le libre marché, cependant... la seule chose qui ait changé est que l'État national a été le véhicule à travers lequel l'argent des impôts nationaux a été affecté aux banques ruinées et autres entreprises transnationales. Alors que les États européens se sont occupés des transferts d'argent, les coûts et les risques ont été laissés au grand public et plus précisément, aux contribuables ».

Aujourd'hui, nous faisons face, sans aucun doute, à un bouleversement majeur qui stimule les experts financiers à rivaliser les uns avec les autres pour proposer des solutions. Des économistes financiers internationaux, tels que Randy Wray (2009), proposent que la Zone euro soit restructurée, plaçant une plus grande responsabilité fiscale entre les mains du Parlement européen (ce qui devrait augmenter sa dépense d'environ 1 % du PIB de la Zone euro à 15 % environ) afin de rétablir la croissance européenne et, ainsi, la croissance mondiale. Il voit ceci en tant qu'élément d'un nouveau paradigme économique pour l'Europe qui mènerait à une plus grande justice sociale, à plus d'emplois et à la stabilité de la monnaie.

De telles attentes, cependant, semblent destinées à ne pas se réaliser. La dette, que les États sont en train d'engendrer pour sauver les banques et les industries, mène à la ré-



duction des dépenses sociales, à une réduction des services publics et à la privatisation des établissements et des biens publics (Women's Working Group on Financing for Development, 2009). Tout cela aura des retombées majeures sur les femmes européennes qui seront contraintes de combler ces lacunes.

L'approche qu'ont adoptée les gouvernements européens face à la crise financière et à son impact sur l'économie réelle ne prend pas en compte les injustices profondes qui existent entre le capital et le travail, ainsi qu'entre le travail rémunéré et le travail non-rémunéré lié aux soins, qui est principalement endossé par les femmes. Tandis que les marchés financiers et l'économie réelle sont considérés comme des processus productifs et à valeur-ajoutée, on estime que le soin des enfants ainsi que les cycles naturels de l'environnement ne font pas partie de l'économie et ne créent donc pas de bénéfices. Les solutions proposées pour résoudre la crise continuent à favoriser les intérêts du capital et les principes de concurrence des marchés, ainsi que le rendement et le profit plutôt que les droits des citoyens et des citoyennes aux provisions et aux soins.

Les solutions qui ne prennent pas en considération les provisions et les soins sont vouées à l'échec. Comme le précise Wichterich (2009):

D'une part, la création de valeur industrielle et financière est basée sur une large couche de régénération sociale, d'assistance et de filets sociaux et d'autre part, elle est basée sur la force régénératrice de la nature. Le processus de valorisation capitaliste s'approprie constamment ces performances sociales et naturelles et ceci sans rémunération ou en sous payant impitoyablement pour des services personnels comme les soins pour les personnes âgées - un travail prétendument de faible productivité.

L'économiste britannique Natisha Kaul, dans une critique pragmatique de la crise, déclare que ce n'est pas une surprise si le système

s'est effondré. Dans beaucoup de cas, le financement continu de l'économie a littéralement pu créer de la valeur à partir de rien. Kaul précise:

La fragilité d'une maison de cartes ne devrait pas constituer une surprise. Ce qui est triste ici c'est l'impact de ces manoeuvres financières sur les affaires, sur les moyens de subsistance et sur le travail rémunéré... ceux qui les causent ne sont pas les plus frappés par les effets des pertes d'emplois. Ce sont les travailleurs liés aux secteurs de la construction et de la manufacture, ainsi que les travailleurs municipaux et leur pension qui en prennent un coup. (Kaul 2009)

Elle appelle ceci la « violence économique », la violence provoquée par une économie incongrue où les gens « perdent leur travail et leurs moyens de subsistance, quand ils sont massivement témoins de récompenses contradictoires pour le travail et qu'ils voient que les interminables inégalités se perpétuent autour d'eux. Un tel chômage involontaire mène, à long terme, à l'effondrement social et à la fragmentation communautaire ». (Kaul 2009).

3. Réponses à la crise

Partout en Europe, l'échec de l'État à assumer ses responsabilités envers ses citoyens et le niveau croissant de violence économique s'est traduit par de fortes protestations de la société civile (syndicats, mouvement de femmes, mouvement de réforme sociale, mouvements de migrants et d'environmentalistes). En France, des manifestations ont été organisées par des travailleurs des secteurs formel et informel, il y a eu des grèves de professeurs en Italie et en Allemagne et des protestations violentes ont éclaté en Grèce, en réaction aux réformes et aux politiques anticrise qui n'ont fait que réduire les heures de travail et qui n'ont pas fourni le soutien nécessaire à ceux qui avaient perdu leur travail et leur sécurité.

Le principal souci des groupes de femmes en Europe est que les tendances injustes qui existent dans la région, dont l'inégalité des genres, vont s'empirer davantage au niveau des inégalités des conditions de travail, des soins, des questions de migration, de l'environnement, de la xénophobie et de la responsabilisation politique.

Travail

Une des priorités de l'agenda européen sera de savoir comment maintenir et améliorer la protection et l'inclusion sociale. La sécurité économique et sociale des femmes et des hommes est sous la menace de l'émergence de « nouveaux pauvres », dont plusieurs occupent des postes de travail précaires.

Quelques mots au sujet de la précarité

La précarité fait référence au travail provisoire, flexible, contingent, occasionnel, intermittent, elle est très répandue dans les sociétés postindustrielles. La précarité a été introduite par les réformes néolibérales du marché du travail qui ont renforcé la puissance et l'influence des employeurs depuis la fin des années 1970. La précarité, nommée ainsi pour la première fois en Europe dans les années 90, réfère d'un côté, aux travailleurs « à col rose » (principalement des femmes) travaillant dans le commerce de détail et dans les services bas de gamme (par exemple les agents de nettoyage ou les concierges, etc.) sous des normes constructives, mais standardisées d'emploi; d'un autre côté, la précarité fait référence aux jeunes qui entrent dans l'économie de l'information des capitales européennes. En Europe occidentale, entre un quart et un tiers de la main-d'oeuvre travaille actuellement dans le cadre de contrats provisoires et/ou à temps partiel, en particulier au Royaume-Uni, en Hollande, en Espagne et en Italie.

L'apparition de ces « nouveaux pauvres » se reflète dans le notable changement des catégories de population qui participent à des protestations, les combats de première ligne ne sont plus menés que par les syndicats. Des protestations contre la précarité ont été conduites en France, en Espagne et en Italie, en s'éloignant des modèles traditionnels de représentation tels qu'étaient les syndicats ou la social-démocratie. En Italie, des actions contre la précarité ont été conduites le 1er mai 2009 par des travailleurs non organisés des secteurs de la mode et de la communication par exemple, dont plusieurs d'entre eux étaient des femmes qui n'avaient jamais été impliquées dans la politique (Mattoni et Doerr 2007)⁹.

Des rapports de plaidoyer, des blogues et des sites web font échos des inquiétudes exprimées pendant les manifestations. Ses inquiétudes sont souvent en lien avec la volonté d'obtenir un travail décent, une sécurité sociale et des investissements pour des infrastructures sociales. Des groupes de pression de femmes ont souligné le besoin d'ancrer la dimension des genres dans le processus budgétaire et de créer des mesures de stimulation fiscale, ainsi que le besoin d'établir des systèmes économiques qui mesurent le travail rémunéré et non rémunéré pour servir de base à l'élaboration de politiques où l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes seraient les points de départ (WIDE, 2009).

Une plate-forme sociale est en train de se créer au niveau de l'Union européenne ainsi que dans chaque pays afin de réclamer plus de cohérence politique entre la Stratégie d'Inclusion active de l'Union européenne, les Lignes directrices européennes pour l'Em-

⁹ Cet essai a été réalisé à Rome le 29 mai. La ville était paralysée par des milliers de jeunes, qui manifestaient sous le slogan « No Global » (« non à la mondialisation ») contre la précarité de la réponse du gouvernement italien, du G8, face aux mauvais traitements réservés aux migrants, aux recoupements budgétaires dans l'enseignement et la perte de travail notamment dans l'industrie automobile.



ploi et les principes de Flexicurité¹⁰. Cette campagne, intitulée « Vers une Société européenne qui s'intéresse à tous », se concentre sur : les questions de soins dans le cadre des politiques de l'UE, les besoins en soins additionnels dans une société vieillissante, et les questions spécifiques à certains groupes cibles (par exemple les personnes à mobilité réduite, la santé mentale, les soins communautaires, les femmes qui sont les principales fournisseuses de soins, les employés domestiques migrants) qui se focalise aussi sur les mécanismes de financement¹¹. Cette campagne met en avant la précarité croissante du travail et la réduction de la protection sociale, en particulier pour les segments les plus pauvres de la population, ce qui a des implications importantes sur les genres à travers l'Europe.

En moyenne 58,3 % des femmes sont employées contre 72,5 % des hommes, ce qui est désolant c'est que plus de 59 % des diplômés sont des femmes. Selon des estimations d'Eurostat qui se basent sur l'enquête sur la structure des salaires (Commission européenne 2008), il existe des différences considérables dans l'écart entre les genres dans les pays européens, marqué par des différences de salaire qui vont d'un peu moins de 10 % en Italie et en Belgique à un écart de plus de 20 % aux Pays-Bas, en Allemagne, au Royaume-Uni et en Grèce et jusqu'à 25 % en Autriche. Pour les comprendre, nous devons associer ces chiffres aux différents modèles de travail existants dans la région et qui sont importants par exemple en Italie et en Grèce où l'emploi féminin est peu élevé. Les différences marquées de salaire sont la conséquence de marchés fortement ségrégationnistes (comme en Finlande) et/ou d'un nombre élevé de femmes travaillant à temps partiel (comme en Allemagne, au Royaume-Uni, aux Pays-Bas, en Autriche et en Suède). L'accroissement de la flexibilité sur le marché du travail, résultat de la restructuration dans les années 80 et 90 où les économies européennes se basaient des lignes néolibérales,

a fait du travail rémunéré un combat continu. Les femmes n'ont pas eu accès à un emploi stable et durable avec un salaire décent et des conditions de travail correctes, même si en grand nombre elles avaient déjà accédé au marché du travail rémunéré. Selon le Europe Gender Budgeting Network¹², les femmes européennes gagnent beaucoup moins que les hommes à poste égal et effectuent environ 75 % du travail non-rémunéré lié aux soins. Ils estiment également que les femmes courent un plus grand risque de vivre la pauvreté que les hommes dans 17 des 25 États membres.

Le travail des femmes se déroule de plus en plus à temps partiel ou sous forme de contrats à court terme avec des salaires peu élevés. Dans les secteurs tels que l'éducation et les soins, secteurs occupés traditionnellement par des femmes au Royaume-Uni et en Italie par exemple, le salaire a été réduit ainsi que les heures de travail et les avantages professionnels. Actuellement, les contrats à court terme ne sont plus renouvelés et de nombreux postes à temps complet se sont convertis en contrats à court terme. Il y a également une pression considérable pour réduire les salaires et beaucoup de travailleurs ont été forcés d'accepter des diminutions de salaire en raison de la crise.

¹⁰ La Commission européenne (2006) décrit la « flexicurité » comme l'équilibre entre la flexibilité du marché du travail et la sécurité pour les employés envers les risques du marché du travail. La Commission européenne propose, par la notion de « flexicurité » de remplacer la notion de « sécurité de l'emploi », un principe qui a dominé les relations de travail jusqu'à récemment, par celle de la protection « aux personnes ». Le modèle de flexicurité, a d'abord été implémenté au Danemark par le Premier Ministre des affaires, le social-démocrate Poul Nyrup Rasmussen pendant les années 90, il permet d'embaucher et de licencier plus facilement (une flexibilité pour les employeurs) en combinant avec des avantages élevés pour les chômeurs (une sécurité pour les employés). Perçu comme une nouvelle manière de voir la flexibilité, la flexicurité représente un moyen par lequel les employés et les compagnies peuvent mieux s'adapter aux insécurités liées aux marchés mondiaux.

¹¹ Voir le site web de la Plateforme Sociale www.socialplatform.org

¹² Le European Gender Budgeting Network possède 86 organisations membres dans 20 pays différents. Voir le site: <http://www.infopolis.es/web/GenderBudgets/egbn.html>

Les premiers chiffres présentés par l'Organisation Internationale du Travail (OIT) montrent que les femmes, dans le contexte de crise actuelle, ne sont pas les premières à perdre leur travail rémunéré, car beaucoup d'entre elles travaillent dans l'éducation, le secteur social et les secteurs de la santé, des secteurs qui en Europe demeurent essentiellement du domaine de l'État. Les premières pertes de travail ont été observées dans le secteur bancaire, dans l'industrie automobile et dans le secteur de la construction qui sont principalement masculins. Proportionnellement, cependant, les femmes ont perdu plus de postes que les hommes dans l'industrie manufacturière.

L'OIT indique qu'en 2008 « les travailleurs pauvres, l'emploi précaire et le chômage ont commencé à augmenter alors que les effets du ralentissement économique s'étendaient. Avec la croissance de la récession en 2009, on s'attend à ce que la crise mondiale du travail s'aggrave radicalement. En outre, on s'attend à ce que les revenus et les autres conditions de travail se détériorent pour ceux qui ont réussi à garder leur travail (OIT, 2009:25).»

Les prévisions pour le marché du travail en 2009 et au-delà, signalent que la situation de l'emploi des femmes va se détériorer (OIT, 2009:32). Cependant, le chômage féminin est traité avec moins d'attention que le chômage masculin, aussi bien dans la presse que parmi les décideurs politiques qui considèrent que l'homme est le pilier de l'économie familiale. Le chômage masculin affectera les familles et les relations entre hommes et femmes, en augmentant les tensions au sein des ménages et les responsabilités des femmes non-rémunérées liées aux soins domestiques. Le taux de chômage au sein de l'UE a grimpé de 1 point jusqu'à 6,7 %, une grande différence par rapport aux premières tendances. La plus grande inquiétude vient de l'augmentation du chômage chez les jeunes et l'on prévoit qu'en Italie ou en Espagne par exemple, où l'enseignement supérieur est plus ou moins gratuit, une augmentation des inscriptions dans l'édu-

cation supérieure aura lieu. Les stages en entreprise non-rémunérés et les formations sur place vont s'accroître sans garantie d'embauche à la fin de la période de formation.

La crise des soins

Ce qui est aujourd'hui reconnu comme la « crise des soins » est devenu un grand sujet de discussion en Europe. M Razavi (2009), chercheur à l'Institut de Recherche des Nations Unies pour le Développement Social (UNRISD), souligne que les soins ne doivent pas être considérés comme une annexe au travail productif, mais plutôt comme le centre de la vie humaine – aussi nécessaire que le travail productif – car ce sont nos réseaux de soins et nos liens sociaux qui rendent nos vies agréables et enrichissantes. En accord avec d'autres collègues qui travaillent eux aussi dans les domaines liés aux soins, Razavi propose que les besoins physiques, émotionnels et relationnels des personnes deviennent le cadre dans lequel d'autres problèmes sont traités, tels que la croissance économique et l'organisation de l'emploi et des institutions.

La recherche d'un juste équilibre entre le travail non-rémunéré lié aux soins et le travail rémunéré est un des soucis de la stratégie de l'UE compris dans ses programmes pour l'égalité des genres, qui met un point d'honneur sur la nécessité de parvenir à un équilibre, en promouvant les femmes en tant que force de travail ou à des postes décisionnels, comme au Parlement par exemple. Alors qu'il existe d'importantes différences à travers l'Europe, l'écart moyen des taux d'emploi entre les femmes et les hommes se situe entre 17,1 % en 2000 à 14,2 % en 2007. Cependant, lorsque l'on regarde le taux d'emploi des femmes et des hommes qui ont des enfants de moins de 12 ans, l'écart entre hommes et femmes double. Le taux d'emploi des femmes européennes chute de 12,4 % quand elles ont des enfants, alors qu'il augmente de 7,3 % pour les hommes avec des enfants. L'UE affirme que cette situation est le reflet d'un partage inégal



des responsabilités liées aux soins domestiques et d'un manque de structures d'accueil pour les enfants et de politiques pour promouvoir l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée. Même si le travail à temps partiel et les autres modalités flexibles de travail peuvent constituer le reflet d'un choix personnel, la part inégale des responsabilités domestiques et familiales mène à ce que plus de femmes que d'hommes optent pour de tels arrangements. Selon l'enquête d'Eurostat en 2006 sur les forces de travail, plus de 6 millions de femmes entre 25 et 49 ans affirment qu'elles sont obligées de ne pas travailler ou de travailler uniquement à temps partiel en raison de leurs responsabilités familiales (Commission européenne, 2009).

Une analyse sociale et économique laisse prévoir que les femmes en Europe devront endosser de plus en plus de responsabilités non rémunérées, dont le soin des enfants, le travail domestique, le travail communautaire et le soin des personnes âgées dans la mesure où leur nombre augmente et que les provisions de soins qui leur sont destinées sont souvent inaccessibles et très chères. Les classes moyennes en Europe ont pour habitude d'employer des femmes migrantes pour leur transférer les responsabilités et les tâches de soins. Cependant, lorsque l'économie formelle se contractera, ces arrangements pourraient bien changer, car si les femmes actives perdent leur travail et reprennent leurs responsabilités domestiques non-rémunérées, elles pourraient décider qu'il n'est plus nécessaire ou simplement non abordable d'employer quelqu'un. Selon un important journal italien, les femmes italiennes acceptent de plus en plus souvent du travail de service domestique et de nettoyage non contractuel, qui jusqu'à présent avait été réservé aux travailleurs/euses migrants/es (Corriere della Sera, 9 mai 2009).

Avec l'élargissement de l'UE, il y a eu une augmentation importante des migrations, car celle-ci a multiplié les possibilités de voyager et de travailler à travers l'UE. Le travail des femmes

migrantes a, en grande partie, été informel, flexible, mal payé, souvent illégal et a constitué une sorte de prolongement du « travail domestique » traditionnel comme le nettoyage et le travail lié aux soins ou encore comme la prostitution dans l'industrie du plaisir.

Xénophobie

Le malaise social croissant à travers l'Europe, qui s'est traduit par des grèves et des manifestations, est non seulement le résultat de la crise financière et de la consternation face à la corruption gouvernementale, mais elle est aussi un reflet du manque de confiance envers l'élite politique et une réaction face à la hausse du chômage et de la xénophobie. La forteresse « Europe » devient maintenant une réalité. Le fait qu'il y ait moins de travail et que la période soit particulièrement difficile mène à des conflits entre Européens autochtones et divers groupes de migrants dont les « gens du voyage ». Dans ce contexte, la dimension des inégalités entre les genres est prononcée et se manifeste par de la peur et de la colère venant de jeunes hommes et femmes qui se perçoivent comme les victimes de cultures arriérées.

La responsabilisation

Plusieurs problématiques sont en discussion actuellement, car la crise mène à restreindre les budgets alloués aux hôpitaux, aux écoles et à d'autres services. Les gouvernements locaux se préparent à faire face à la précarité et à une paupérisation croissante des femmes. Ces problématiques sont désormais incluses dans l'ordre du jour de ces gouvernements locaux, nous dénombrons entre autres : le droit à recevoir et à donner des soins, le rôle des fournisseurs et des utilisateurs de services, la problématique des soins au sein des politiques européennes, la prévoyance de soins additionnels dans une société vieillissante, les problématiques liées à certains groupes spécifiques (les personnes à mobilité réduite,

la santé mentale, les soins communautaires, les femmes responsables des soins de base, les travailleurs domestiques migrants). Les mécanismes de financement pour ces problématiques font également partie de leur ordre du jour.

Le recul de l'État-providence et les réformes néolibérales appliquées dans tous les pays européens ont signifié une diminution des services sociaux et communautaires en tout genre, y compris le transport en commun (qui est devenu plus cher), l'augmentation des honoraires du système national de santé et une diminution générale des avantages sociaux (Fagan et Hebson 2006; Pestieau 2006).

La poussée vers la marchandisation, même en Europe du Nord où l'État-providence a été très présent, a mené à une perte de responsabilité publique envers ses citoyens dans la mesure où plusieurs services ont été repris par des entreprises privées, y compris par des compagnies transnationales. Les contrôles démocratiques de ces services ont également subi un décalage vers le secteur privé, pour lequel les objectifs restent la maximisation des bénéfices et l'efficacité plutôt que les droits des citoyens. L'électricité, les communications, la santé, les services de transport et d'éducation aussi bien que les services administratifs locaux (par exemple les services de passeport) ont été privatisés au nom de l'efficacité. Il y a eu peu de tentative de transparence ou d'examen minutieux de ces services.

La budgétisation sensible à l'égalité des genres

Un moyen efficace pour obtenir plus de responsabilisation et de contrôle démocratique sur l'économie a été d'appliquer une budgétisation sensible à l'égalité des genres. L'appel de l'UE à cette budgétisation se retrouve dans son engagement à intégration de la dimension des genres (MG), appelé aussi « approche intégrée de l'égalité », ratifié lors du Traité d'Amsterdam 1999 (articles 2 et 3). L'ar-

ticle 3 (2) du Traité¹³ stipule que l'égalité entre les hommes et les femmes doit être favorisée dans toutes les activités de l'UE et que la communauté devrait viser à éliminer les inégalités. Pour surmonter ces disparités, quelques gouvernements de l'UE ont déjà commencé à appliquer une budgétisation sensible à cela.

La budgétisation sensible à l'égalité des genres a été présentée comme une stratégie pour favoriser l'égalité entre les sexes dans les politiques macro-économiques et budgétaires ainsi que pour contribuer à la qualité des finances publiques et finalement pour aider à établir des normes sur la façon de revaloriser les soins à travers les services publics. La crise actuelle est une bonne occasion pour mettre en évidence l'importance de restructurer les finances publiques selon des considérations d'égalité des genres – c'est-à-dire avec plus de responsabilisation, de participation et de transparence dans les processus liés aux politiques budgétaires. Les pays d'Europe de l'Ouest ayant entrepris une budgétisation sensible à l'égalité des genres au niveau national ou sous-régional sont l'Autriche, la Finlande, la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Irlande, la Norvège, l'Écosse, l'Espagne, la Suède, la Suisse et le Royaume-Uni.¹⁴

¹³ Voir <http://europa.eu/bulletin/en/9901/p202001.htm>

¹⁴ Les provinces italiennes du Piémont et de Modène réorganisent désormais leurs dépenses publiques en prenant en compte des questions sensibles aux genres en ayant déjà obtenu un certain succès. L'initiative pour les genres en Andalousie (Espagne), quant à elle, a bénéficié d'un support politique important. Elle a établi avec succès, le programme G+ où de l'argent a été affecté aux services publics en suivant strictement des directives sensibles aux genres. La Suisse a entrepris une étude pour voir qui supporte le coût de la crise, ce qui est très utile en ce moment. L'UE a également entrepris une étude de faisabilité sur la budgétisation sensible aux genres au sein de la Commission européenne. Vous pouvez consulter: <http://www.gender-budgets.org/content/blogcategory/0/145/5/15/> pour plus d'exemples de budgétisation sensibles aux genres en Suisse et dans les pays nordiques.

4. Le rôle de l'Union européenne

L'Union européenne est l'un des acteurs économiques et politiques les plus importants dans le monde entier. Conjointement avec les États-Unis, elle est une force dans la promotion des intérêts des entreprises et du programme néolibéral. Pendant la crise, l'UE s'est montrée peu encline à imposer des réformes essentielles au système financier ou aux systèmes de régulation de l'industrie financière en Europe. Au lieu de cela, l'Europe a exigé davantage de libéralisation et de déréglementation des marchés financiers et a poursuivi agressivement des politiques visant à ouvrir les marchés émergents aux entreprises de l'UE, en promouvant de nouveaux et ambitieux accords de libre-échange comme solution à la crise (Wichterich 2009).

Afin de combler l'écart de salaires existant entre les sexes et de souligner l'absence de femmes à des postes décisionnels (au niveau de la direction et de la politique), le Lobby Européen des Femmes (LEF), en collaboration avec des parlementaires européens fait campagne pour promouvoir l'accès des femmes à des postes décisionnels. Selon le rapport de la Commission européenne sur l'Égalité des sexes, les femmes constituent uniquement 31 % des 736 MPE (Membres du parlement européen), 24 % des parlementaires nationaux et 25 % des fonctionnaires des gouvernements nationaux. Les banques centrales des 27 États membres sont dirigées par un homme, alors que les effectifs des principaux postes décisionnels des banques sont aussi dominés par des hommes (83 % contre 17 % de femmes) (Commission européenne 2009). Le LEF et plusieurs groupes de femmes, dans leur volonté de fournir des réponses à la crise et à ses impacts sur les femmes, font campagne pour promouvoir la présence de celles-ci au Parlement européen (l'Europe a voté le 5 et 6 juin 2009).¹⁵

Bien qu'on puisse remettre en question la capacité du Parlement européen à interpeller

les États européens et les intérêts de leurs secteurs privés, le Parlement reste néanmoins un lieu où les femmes sont présentes et où les problèmes en lien avec leur travail, leurs tâches formelles et informelles liées aux soins, la sécurité sociale et l'intégration de la dimension des genres pour l'autonomisation des femmes sont à l'ordre du jour.

Le bien-être collectif

La crise a mis à jour la magnitude des tensions et des inégalités sous-jacentes en Europe. Celles-ci affectent les relations de travail mais aussi le problème, non réglé, de la crise des soins ainsi que la croissance de la précarité, de la paupérisation et du manque de responsabilisation politique. L'Europe est également confrontée à des tendances migratoires instables combinées à la croissance de troubles et de l'insécurité. Tous ces problèmes ont des implications importantes dans la vie des femmes en Europe, bien que les véritables impacts ne sont pas encore connus.

Il est cependant important de faire attention à ne pas tomber dans un climat de peur et de dépression promu par les médias et les politiciens. Ceci nous rend vulnérables et nous fait perdre nos moyens. En revanche, nous nous devons d'être continuellement informés pour être capables de comprendre la magnitude de la crise aux niveaux macro et microéconomique. Nous pouvons remettre en cause la logique économique dominante en apportant nos propres connaissances et notre sensibilité, en nous basant sur une analyse féministe des sujets économiques, des soins et des relations de pouvoir. Les solutions féministes peuvent mener à une véritable transformation économique, sociale et politique à long terme.

¹⁵ Pour en savoir plus sur la campagne d'EURActiv <http://www.euractiv.com/en/socialeurope/eu-wide-campaign-seeks-eliminate-gender-pay-gap/article-179938>

Wichterich, par exemple, suggère que la contribution essentielle d'un régime économique solidaire et juste doit être de « redistribuer et de réévaluer le travail rémunéré et le travail non-rémunéré lié aux soins, c'est-à-dire le travail productif et le travail de reproduction. » Elle voit cela de la manière suivante :

La pierre angulaire de l'économie doit donner la préférence aux services collectifs et à la coopération plutôt qu'à la croissance et à la concurrence ou encore aux bénéfices exponentiels. Elle doit remettre l'économie ainsi que la démocratie sur pieds : elle doit planifier, régler et déterminer la répartition du travail, des marchés, du bien-être et du développement (social), en amont et d'une façon décentralisée et égalitaire du point de vue des genres (Wichterich 2009).

Il est important d'analyser du point de vue féministe ce qui se passe aux niveaux micro et macroéconomiques, en désagrégeant les mythes des modèles économiques actuels. Nous pouvons réaliser cela en appliquant une analyse féministe intersectionnelle aux domaines politique et économique, en nous basant sur des critères de classe, de race, de sexe, de sexualité et d'appartenance ethnique. Ici, il est très important de comprendre à quel point sont liées les dimensions mondiale et locale. La crise financière est bien présente dans notre quotidien, elle se manifeste à chaque événement de notre vie quotidienne. Ce qui se produit dans une partie de l'Europe aura un effet sur la vie des femmes vivant à l'autre bout du continent et vice versa. Les Européens, en tant que membres d'une puissance économique considérable, doivent responsabiliser l'Europe sur le bien-être collectif au sein même du continent, mais au-delà de ses frontières aussi. Une abondante documentation nous permet d'affirmer que les femmes, par leur travail de plaidoirie réalisé localement et à travers leurs réseaux transnationaux, ont contesté les systèmes économiques néolibéraux mondiaux (Harcourt et Escobar 2005). Même si elles travaillent localement, les fem-

mes ont créé des réseaux, formels et informels, pour contester la discrimination à leur égard concernant le travail, la santé, la sexualité, la sécurité, le droit au plaisir et au repos et à la nécessité de prendre soin de la communauté et de l'environnement. Le féminisme transnational travaille pour le droit des femmes au bien-être social, économique et culturel de manière globale, indépendamment de l'endroit où l'on habite (Harcourt 2009).

La solidarité féministe est très importante dans la prise de positions responsables, puisque les Européens ont la volonté et le courage de faire changer nos styles de vie et les attentes. Afin de survivre à la crise, il est impératif de maintenir le dialogue sur les multiples impacts qu'elle produit sur la vie des femmes, de même qu'il est important d'élaborer des stratégies à travers les villes, les provinces, les pays et les sous-régions d'Europe pour relayer ses effets les plus néfastes et pour tirer des leçons les uns des autres, tout en soutenant ceux et celles qui souffrent le plus. Les femmes sont capables de réaliser des changements au niveau local, mais elles sont également capables de créer un réseau solide au-delà de leur propre lieu d'existence. Il est crucial de travailler dans toute l'Europe pour préserver et améliorer les positions sociales, économiques et politiques des femmes européennes. Différentes stratégies, qui vont du partage des analyses au soutien des femmes dans les institutions européennes, comme le Parlement, peuvent nous mener à accomplir ces objectifs. La crise favorisera sans doute la création spontanée de nouveaux réseaux et de nouvelles alliances parmi les mouvements de femmes concernés par la justice sociale et économique. Il faudra probablement se diriger plus systématiquement vers des espaces de prise de décisions politiques plus formels, afin de pouvoir les remodeler. Cela impliquera également de contester et de changer les règles et de prendre des positions pour transformer l'éthique et les paradigmes dans lesquels l'économie est enfoncée.

5. Conclusion

La crise révèle l'échec de l'économie néolibérale à assurer un développement soutenable, juste et qui prenne en compte les besoins et les droits humains. Les activistes et les économistes doivent maintenant faire pression auprès des gouvernements pour renégocier les règles économiques et régulatrices, ainsi que les contrats sociaux pour trouver de nouvelles manières d'organiser la production et le commerce, la consommation, les soins et la sécurité sociale. Nous avons l'espoir que des coalitions populaires se forment parmi différents groupes de citoyens et de la société civile, pour qu'elles établissent un nouveau programme qui puisse nous extraire de la crise.

Il est important d'être conscient du moment douloureux et difficile que nous vivons actuellement, et il est nécessaire, aujourd'hui, de se soutenir mutuellement tout au long de cette période de changements. Ce soutien que l'on doit aussi aux femmes pauvres et marginalisées d'Europe, dont bon nombre sont des

migrantes, pourrait faire la différence entre basculer dans le vide et surmonter les difficultés. Il est important de dénoncer les fausses craintes au sujet des migrants, en rendant plus visibles les causes et les liens implicites entre les politiques économiques et l'immigration et il faut forger des intérêts mutuels afin de dissoudre le climat actuel de crainte et de mécontentement. Nous devons nous assurer qu'il y ait une revalorisation du travail non-rémunéré lié aux soins et de l'éthique qui nous permette de nous éloigner de la consommation individuelle et de l'avidité de l'économie, pour aller vers la responsabilisation et le bien-être collectif. Il est donc important de profiter des entrées que nous possédons actuellement dans les institutions économiques et politiques, afin de pousser vers la budgétisation sensible aux genres et vers des réponses à la crise sensibles à la question des genres. De cette façon, les hommes et les femmes seront en position de créer un véritable changement politique qui permettra de surmonter les inégalités systémiques, économiques et sociales.

Références

- Corriere della Sera (9 mai 2009) « Le italiane che tornano a fare le colf » disponible www.corriere.it/cronache/
- Dütting, Gisela (2009) « Feminists in Europe Responding to the crisis » Development 'Beyond Economics' Volume 52 no 3 (en production)
- Commission européenne (2006) « Employment in Europe » disponible à http://ec.europa.eu/employment_social/key_en.html
- Commission européenne (2008) « Eurostat Key Figures on Europe 2009 » disponible à http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_OFFPUB/KS-EI-08-001/EN/KS-EI-08-001-EN.PDF2009
- Commission européenne (2009) « Equality between women and men » Bruxelles, 27 février 2009, disponible à <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:52009DC0077:EN:NOT>
- European Women's Lobby (2009) « Women and the Economic Crisis- An opportunity to assert another vision of the world? » disponible à www.womenslobby.or
- Fagan, Colette & Hebson, Gail (eds) (2006) « Making work pay; debates from a gender perspective; a comparative review of some recent policy reforms in thirty European countries » Commission européenne, groupe d'experts sur les genres, l'inclusion sociale et l'emploi, Luxembourg.
- Harcourt, Wendy (2009) *Body Politics in Development* London : Zed Books.
- Harcourt, Wendy & Arturo Escobar (eds) (2005) *Women and the Politics of Place* Bloomfield CT: Kumarian Press.
- Harvey, David (2009) « The Crisis and the Consolidation of Class Power » 13/15 March 2009, disponible à <http://davidharvey.org>
- International Labour Organisation (2009) « Global Employment Trends for Women 2009 » Geneva: ILO.
- Kaul, Nitasha (2009) « The Economics of Turning People into Things » Development 'Beyond Economics' Volume 52 no 3 (en production).
- Mattoni, Alice & Nicole Doerr (2007) « Images within the precarity movement in Italy » *Feminist Review* 87, 130–135.
- Pestieau, Pierre (2006) *The welfare state in the European Union* Oxford: OUP.
- Razavi, Shara (2009) « From Global Economic Crisis to the Other Crisis » Development 'Beyond Economics' Volume 52 no 3 (en production).
- Wichterich, Christa (2009) « Re-embedding the economy in social relations and sustainable relations with nature; Feminist remarks to ongoing debates on neoliberal capitalism and crisis » traduction de l'allemand par Barbara Specht, mars 2009, disponible à WIDE, <http://www.wide-network.org/index.jsp?id=422>
- Women in Development Europe (2009) « Women's organizations call for structural, sustainable and gender-sensitive responses to the crisis » disponible à <http://www.wide-network.org/index.jsp?id=443>
- Women's Working Group on Financing for Development (2009) « A Call for structural, sustainable, gender equitable and rights based responses to the global financial and economic crisis » Publié lors de la seconde consultation des femmes, UN, New York 27 avril 2009.
- Wray, Randy (2009) « Minsky, the Global Financial Crisis, and the Prospects Before Us » Development 'Beyond Economics' Volume 52 no 3 (en production).

L'impact de la crise sur les droits des femmes: les perspectives sous-régionales

ARTICLES SOUS-RÉGIONAUX

Article 1 Amérique latine

Les impacts de la crise économique sur l'égalité des genres.

Par Alma Espino et Norma Sanchís

Article 2 Caraïbes

L'impact de la crise économique sur les femmes dans les Caraïbes.

Par Rhoda Reddock et Juliana S. Foster

Article 3 Asie

L'impact de la crise économique sur les femmes dans l'Asie en développement.

Par Jayati Ghosh

Article 4 Îles du Pacifique

L'impact de la crise économique mondiale sur les femmes des Îles du Pacifique: un aperçu.

Par Karanina Sumeo

Article 5 Asie Centrale

L'impact de la crise économique sur les femmes en Asie Centrale.

Par Nurgul Djanaeva

Article 6 Afrique de l'Ouest

La crise financière mondiale et les femmes en Afrique de l'Ouest: Le développement des impacts et les politiques de réponse

Par Dzodzi Tsikata

Article 7 Europe de l'Ouest

L'impact de la crise financière sur les femmes en Europe de l'Ouest.

Par Wendy Harcourt

Article 8 Europe Centrale et de l'Est

L'impact de la crise financière sur les femmes d'Europe Centrale et de l'Est

Par Ewa Charkiewicz

Article 9 États-Unis d'Amérique

L'impact de la crise économique sur les femmes aux États-Unis

Par Rania Antonopoulos et Taun Toay

Article 10 Afrique de l'Est

L'impact de la crise financière sur les femmes en Afrique de l'Est.

Par Zo Randriamaro